

Le 17 mars, on continue !

Le 9 mars, 2 500 personnes ont défilé sur Dijon contre le projet de loi travail. Par-delà leur exigence du retrait du projet de loi, c'est l'exigence d'un monde enfin socialement vivable qui s'est exprimée. Une aspiration à une réelle alternative aux politiques patronales et capitalistes mises en place depuis 30 ans. Ras le bol de toujours subir, cette fois nous ne reculerons plus ! Et loin de retomber et d'être un simple accès de colère, la mobilisation s'ancre dans la durée. La mobilisation étudiante s'est traduite par l'occupation permanente de l'amphithéâtre Mathiez, lieu où se débat un autre projet de transformation sociale et la stratégie pour faire mordre la poussière à ce gouvernement du Medef. En clair une alternative pour permettre de vivre mieux.

Cela commence par le retrait du projet de loi El Khomri, cette loi qui entend gommer un siècle de **conquêtes sociales et ouvrières**, à commencer par le **temps de travail** allongé à un point tel (jusqu'à 60 heures par semaine, 12 heures par jour) que cela signe quasiment le retour à Germinal ! Que dire des nouvelles possibilités de **licenciement économique**, avec des motifs aussi vagues que la « baisse de compétitivité » d'une entreprise : le **licenciement arbitraire sans possibilité réelle de recours est quasiment légitimé**. D'autant que les instances de représentation du personnel ont subi d'importants coups de rabot par la loi Rebsamen. Que dire du **plafonnement des indemnités prud'hommales**, même indicatif, permettant au patronat de calculer à l'avance combien lui coûteront les pratiques les plus brutales, ou illégales sachant que **plus le salarié est jeune ou récent dans l'entreprise moins la pénalité sera lourde**. Enfin, **l'obligation pénale de résultat en matière de conditions de travail des salarié-e-s disparaît** ! Obligations de moyens, sans plus ! **Il suffira d'afficher les consignes pour se dédouaner**. Au final, pas d'amendements à ce projet de loi, **tout est à jeter** !

Face à une stratégie de destruction de la protection sociale déjà assumée avec les lois Macron et Rebsamen en 2015, une seule réponse s'impose. **Radicale compte tenu de la stratégie gouvernementale. Retrait du projet de loi**. Encadrement strict des licenciements. Partage du temps de travail pour parvenir à 32 heures maximum par semaine. Taxation forte du capital pour alimenter, notamment, les budgets sociaux. Embauches massives dans les services publics....

Solidaires construit le rapport de forces indispensable pour parvenir à cette alternative. Nous sommes aux côtés de ceux qui ont engagé le combat et le suscitons là où celui-ci n'est pas encore mené. Solidaires sera aux côtés des étudiants et lycéens en lutte sur Dijon.

Le 17, toutes et tous dans la rue :

- A 10 h au rectorat de Dijon avec les lycéens du Castel contre la loi El Khomri mais aussi contre les manques de moyens matériels et enseignants, les classes surchargées...
- A 14 h, place de la Libération, départ de la manifestation contre le projet de loi travail

Ni amendable, ni négociable, retrait du projet de loi !